

**VIOLENCES SEXUELLES EN
MILIEU UNIVERSITAIRE**

**RÉSULTATS DE L'ENQUÊTE SEXUALITÉ,
SÉCURITÉ ET INTERACTIONS EN MILIEU
UNIVERSITAIRE (ESSIMU) POUR
L'UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL**



*Ce qu'en disent
étudiant.es
enseignant.es
et employé.es*

Isabelle Daigneault, Ph. D.,

Département de psychologie, Université de Montréal

Catherine Bourgeois, candidate au doctorat

Département de psychologie, Université de Montréal

Ihssane Fethi, candidate au doctorat

Département de psychologie, Université de Montréal

Dominique Damant, Ph. D.

École de travail social, Université de Montréal

Manon Bergeron, Ph. D.

Département de sexologie, Université du Québec à Montréal

REMERCIEMENTS

L'enquête ESSIMU a été rendue possible grâce au soutien financier du Réseau québécois en études féministes (RéQEF), du Programme d'aide financière à la recherche et à la création de l'UQAM (volet Service aux collectivités) et de Condition féminine Canada. De plus, le Centre de recherche interdisciplinaire sur les problèmes conjugaux et les agressions sexuelles (CRIPCAS) a généreusement autorisé l'utilisation de la plateforme Qualtrics pour la mise en ligne du questionnaire. Les résultats présentés dans le présent rapport de l'Université de Montréal sont extraits de la banque de données de la recherche ESSIMU. Nous remercions les personnes ayant soutenu la conception et la gestion des banques de données quantitatives et qualitatives : Manon Robichaud, M.A., professionnelle de recherche et Marie-France Goyer, M.A., candidate au doctorat en sexologie (UQAM).



Le rapport institutionnel de l'Université de Montréal a été rendu possible grâce au soutien financier du Centre de recherche interdisciplinaire sur les problèmes conjugaux et l'agression sexuelle (CRIPCAS) et du Laboratoire de recherche sur les trajectoires de santé et de résilience de jeunes agressés sexuellement (TRAJETS). Merci aux membres de la communauté universitaire de l'UdeM qui ont participé à l'étude, ainsi qu'aux étudiantes qui ont facilité sa réalisation : Alexane Alié-Poirier, candidate au doctorat en psychologie (UdeM) et Coralie Labelle, candidate à la maîtrise en service social (UdeM).



TRAJETS

Laboratoire de recherche sur les trajectoires de santé et de résilience de jeunes agressés sexuellement



CRIPCAS

Centre de recherche interdisciplinaire sur les problèmes conjugaux et les agressions sexuelles

Référence suggérée : Daigneault, I., Bourgeois, C., Fethi, I., Damant, D., et Bergeron, M. (2018). Violences sexuelles en milieu universitaire, résultats de l'Enquête Sexualité, Sécurité et Interactions en Milieu Universitaire (ESSIMU) : Portrait de la situation à l'Université de Montréal. Université de Montréal.

Pour consulter ce rapport en ligne : www.essimu.quebec

Pour toutes questions relatives à ce rapport :

Isabelle Daigneault, Département de psychologie de l'Université de Montréal

isabelle.daigneault@umontreal.ca

Pour obtenir du soutien, pour faire un signalement ou pour porter plainte

Bureau d'intervention en matière de harcèlement (BIMH)

Pour étudiants.es et employés.es (514) 343-7020

<http://www.harcelement.umontreal.ca/>

Centre de santé et de consultation psychologie (CSPC) (étudiants)

<http://www.cscp.umontreal.ca/>

Programme d'aide aux personnels (employés.es) 514-343-2103 OU

<http://rh.umontreal.ca/employe/programme-daide-aux-employes-et-a-la-famille-paef>

Ligne téléphonique d'écoute, d'information et de référence : 1 888 933-9007

Sans frais, bilingue et confidentielle, accessible 24 heures sur 24, 7 jours sur 7, partout au Québec

Table des matières

Table des matières.....	4
Préambule	5
Faits saillants	7
1. Les participant.es	8
2. L'importance du problème.....	10
3. Qui subit la violence sexuelle à l'UdeM?	13
4. Qui commet la violence sexuelle à l'UdeM?.....	15
5. Le contexte des VSMU à l'UdeM	16
6. Les conséquences des VSMU à l'UdeM.....	17
7. Le dévoilement des VSMU à l'UdeM.....	19
8. L'aide souhaitée à l'UdeM	24
9. Qui est témoin à l'UdeM?	25
10. Les croyances à l'UdeM.....	26
11. La culture du viol à l'UdeM.....	28
12. Recommandations	30
Références.....	31

Préambule

Les résultats présentés dans le présent rapport ESSIMU-Université de Montréal sont extraits de la banque de données de la recherche intitulée « **Enquête Sexualité, Sécurité et Interactions en Milieu Universitaire (ESSIMU) : Ce qu'en disent étudiant.es, enseignant.es et employé.es** », qui a permis d'établir un portrait des violences sexuelles se déroulant en milieu universitaire. Une équipe de chercheuses de l'Université du Québec à Montréal (UQAM) et deux partenaires, soit le Regroupement québécois CALACS (RQCALACS) et le Service aux collectivités de l'UQAM, ont mis sur pied ce projet de recherche. L'équipe de l'UQAM a ensuite entrepris des démarches pour étendre l'enquête à d'autres universités. Au final, cette enquête d'envergure provinciale regroupe 12 chercheuses provenant des 6 universités québécoises suivantes : Université du Québec à Montréal, Université de Montréal, Université Laval, Université de Sherbrooke, Université du Québec en Outaouais et Université du Québec à Chicoutimi. Un total de **9 284 personnes, étudiant ou travaillant dans ces 6 universités, a répondu au questionnaire en ligne entre février et mai 2016**. L'équipe ESSIMU tient à remercier les milliers de personnes ayant répondu au questionnaire en ligne, de même que tous les groupes et instances ayant relayé l'invitation à cette fin.

L'enquête ESSIMU s'inscrit dans une perspective de recherche-action entre les milieux communautaires et universitaires; ses visées ultimes sont d'approfondir la compréhension du phénomène des violences sexuelles en milieu universitaire, puis de formuler des recommandations pour la mise en place d'interventions auprès de l'ensemble de la communauté universitaire. À la lumière des résultats, l'équipe ESSIMU a proposé 15 recommandations mobilisant les instances gouvernementales, institutionnelles et communautaires et interpellant toute la communauté universitaire. Ces recommandations visent la prévention de la violence sexuelle en milieu universitaire au Québec et s'articulent autour de six axes : 1) politique et plan d'action ; 2) environnement ; 3) sensibilisation ; 4) éducation et formation ; 5) intervention ; 6) recherche.

Il est important de noter que le présent rapport reprend l'essentiel des analyses effectuées dans le rapport global, mais en n'utilisant que les données provenant des **753 personnes** qui ont répondu au questionnaire dont la principale affiliation était avec l'Université de Montréal (8% de l'ensemble des répondants du rapport global). Le fait que l'administration de l'Université de Montréal ait refusé de relayer l'invitation à l'enquête via ses listes de courriels institutionnels semble avoir contribué au faible taux de participation en comparaison aux autres campus, ce qui affecte la représentativité de l'UdeM au sein de l'échantillon du rapport global, d'où l'importance du présent rapport. Lorsque des différences existent entre les résultats du rapport provincial global et ceux du présent rapport, elles seront précisées. Par ailleurs, nous n'avons pas repris les chapitres 1, 2, 3 et 5 du rapport global, ni les annexes. Ainsi pour plus d'information concernant le contexte d'émergence de la recherche, la problématique de la violence sexuelle en milieu universitaire, la méthodologie de recherche, les recommandations qui en découlent, ou encore pour consulter le questionnaire utilisé pour l'enquête, nous vous invitons à consulter le rapport global disponible gratuitement à l'adresse suivante:

http://essimu.quebec/wp/wp-content/uploads/2015/12/Rapport-ESSIMU_COMPLET.pdf

Chercheure principale

Manon Bergeron, Ph.D., professeure au Département de sexologie (UQAM)

Cochercheures et partenaires

Martine Hébert, Ph.D., professeure au Département de sexologie (UQAM)

Sandrine Ricci, M.A., candidate au doctorat en sociologie et chargée de cours (UQAM)

Marie-France Goyer, M.A., candidate au doctorat en sexologie et coordonnatrice du projet (UQAM)

Nathalie Duhamel, coordonnatrice au Regroupement québécois des CALACS

Lyne Kurtzman, agente de développement au Service aux collectivités (UQAM)

Isabelle Auclair, Ph.D., professeure au département de management (ULaval)

Francine Lavoie, Ph.D., professeure retraitée à l'École de psychologie (ULaval)

Sylvie Parent, Ph.D., professeure au Département d'éducation physique (ULaval)

Laurence Clennett-Sirois, Ph.D., chargée de cours (UQO)

Stéphanie Demers, Ph.D., professeure au Département des sciences de l'éducation (UQO)

Isabelle Daigneault, Ph.D., professeure au Département de psychologie (UdeM)

Dominique Damant, Ph.D., professeure honoraire à l'École de service social (UdeM)

Jacinthe Dion, Ph.D., professeure au Département des sciences de la santé (UQAC)

Geneviève Paquette, Ph.D., professeure au Département de psychoéducation (USherbrooke)

Faits saillants

1. Plus d'une personne sur trois (41 %) a rapporté au moins une forme de victimisation sexuelle commise par une autre personne affiliée à l'université depuis son entrée à l'université, ce qui est légèrement plus élevé que pour l'ensemble des universités (36,9%). Les données obtenues quant à la fréquence au cours des 12 derniers mois révèlent que près du quart (24 %) des répondant.es rapportent avoir vécu au moins une forme de VSMU durant la dernière année, ce qui est comparable aux résultats obtenus pour l'ensemble des universités ;

2. Chez les personnes ayant rapporté des situations de VSMU, 46,1% ont vécu 2 ou même 3 formes de VSMU depuis leur arrivée à l'université, ce qui est comparable au taux observé pour l'ensemble des universités ;

3. Certains groupes sociaux semblent davantage exposés aux VSMU. Ainsi, la victimisation est plus fréquente chez les femmes, les individus issus de minorités sexuelles ainsi que les étudiant.es de l'international, ce qui est comparable aux résultats observés pour l'ensemble des universités ;

4. Beaucoup de victimes gardent le silence : plus du tiers (35%) des personnes n'ont jamais dévoilé la situation de VSMU à quiconque. Par conséquent, elles reçoivent rarement des services d'aide. Par ailleurs, **seulement 9,6% des participant.es ont dénoncé ou signalé la situation aux instances de leur université.** Ainsi, les comportements problématiques ne peuvent faire l'objet de mesures disciplinaires. Les statistiques institutionnelles actuelles ne peuvent donc être considérées comme des indicateurs valides de l'ampleur du phénomène. Ces taux sont similaires à ceux du rapport global ;

5. Près de 1 victime sur 2 rapporte des conséquences préjudiciables affectant une ou plusieurs sphères de sa vie, telles que la réussite scolaire ou professionnelle, la vie personnelle ou sociale, la santé physique et la santé mentale. Pour **1 victime sur 10, les conséquences s'apparentent à l'état de stress post-traumatique** (ex. : faire des efforts pour éviter des situations rappelant l'événement ou être constamment sur ses gardes). Ces résultats sont comparables à ceux obtenus pour l'ensemble des universités ;

6. Une personne sur trois a rapporté avoir été témoin ou avoir reçu une confiance de la part d'une autre personne de la communauté universitaire victime de VSMU, ce qui est légèrement plus élevé que pour l'ensemble des universités (1/4). Ces personnes ont un rôle actif à jouer dans le soutien aux victimes, mais aussi dans la prévention et le signalement ;

7. Plusieurs préjugés vis-à-vis des violences sexuelles sont incontestablement présents dans la communauté universitaire. Si la grande majorité des répondant.es est en désaccord avec l'ensemble de ces préjugés, un pourcentage non négligeable (entre 3 % et 18 %) des répondant.es se déclare neutre ou en accord avec des croyances préjudiciables aux victimes, que l'on peut associer à l'idée de culture du viol. Ces taux sont toutefois plus faibles que pour l'ensemble des universités (entre 7,1% et 38,7%). À l'Université de Montréal comme pour l'ensemble des universités, les hommes ont endossé significativement plus ces croyances que les femmes et les individus issus des minorités de genre.

1. Les participant.es

Les principales caractéristiques des participant.es provenant de l'UdeM sont présentées au Tableau 1. On y observe que les étudiant.es représentent la majorité des participant.es (68% tous niveaux confondus – tout comme dans l'enquête provinciale). Tous statuts confondus, les femmes sont également surreprésentées dans l'échantillon (75%), tout comme elles l'étaient dans l'enquête provinciale. De même, les personnes en situation de handicap et faisant partie d'une communauté autochtone sont surreprésentés dans l'échantillon (respectivement 10% et 4% dans l'échantillon comparativement, par exemple, à 1,95%¹ et 0,06% chez les étudiants de l'UdeM²). Toutefois, le pourcentage d'étudiant.es de l'international dans l'échantillon (13%) s'avère relativement représentatif de leur proportion à l'UdeM en général (10,4%)³. Malheureusement, il nous est impossible de statuer sur la représentativité des personnes s'identifiant aux minorités visibles, sexuelles et de genre dans l'échantillon puisque nous n'avons pas pu obtenir de données à cet effet pour l'ensemble de la population.

Tableau 1

Fréquences des caractéristiques sociodémographiques de l'échantillon

	<i>n</i>	%
Statut universitaire actuel		
Étudiant 1er cycle	304	40
Étudiant 2e ou 3e cycle	211	28
Enseignant (professeur, maître de langue, chargé de cours)	109	15
Cadre	26	4
Employé - Groupe métier et services	103	14
Statut étudiant		
Régulier	450	88
International	64	13
Période de fréquentation à l'université d'appartenance		
Moins d'une année	114	15
Plus d'un an à 3 ans	226	30
Plus de 3 ans à 5 ans	146	19
Plus de 5 ans	267	36

Âge		
18 à 25 ans	296	40
26 à 35 ans	210	28
36 à 45 ans	129	17
46 à 55 ans	72	10
56 ans et plus	43	6
Genre		
Femme	564	75
Homme	177	24
Minorités de genre ¹	11 ²	2
Orientation sexuelle		
Hétérosexuelle	646	86
Minorités sexuelles ³	97	13
Incertaine / en questionnement	8 ²	1
Handicap / problème de santé ayant un impact au quotidien		
Oui	73	10
Non	658	88
Ne sais pas	18	2
Minorités visibles⁴		
Oui	59	8
Non	685	92
Communauté autochtone		
Oui	28	4
Non	723	96

1. Dans le cadre de cette étude, l'expression « minorités de genre » réfère aux participant.es n'ayant pas répondu être un homme ou une femme s'identifiant au genre qui leur a été attribué à la naissance. Sont notamment incluses dans cette expression les personnes trans et les personnes non binaires.

2. Le nombre de répondant.es est trop faible pour permettre des analyses comparatives pour ces catégories de réponse. Ces catégories seront donc exclues des analyses subséquentes.

3. Dans le cadre de cette étude, l'expression « minorités sexuelles » réfère aux participant.es ayant répondu être homosexuel.le, gai.e, lesbienne, bisexuel.le, bi-spirituel.le, *queer*, pansexuel.le, allosexuel.le ou asexuel.le, ou qui ont sélectionné l'option de réponse « Autre » à la question de l'orientation sexuelle.

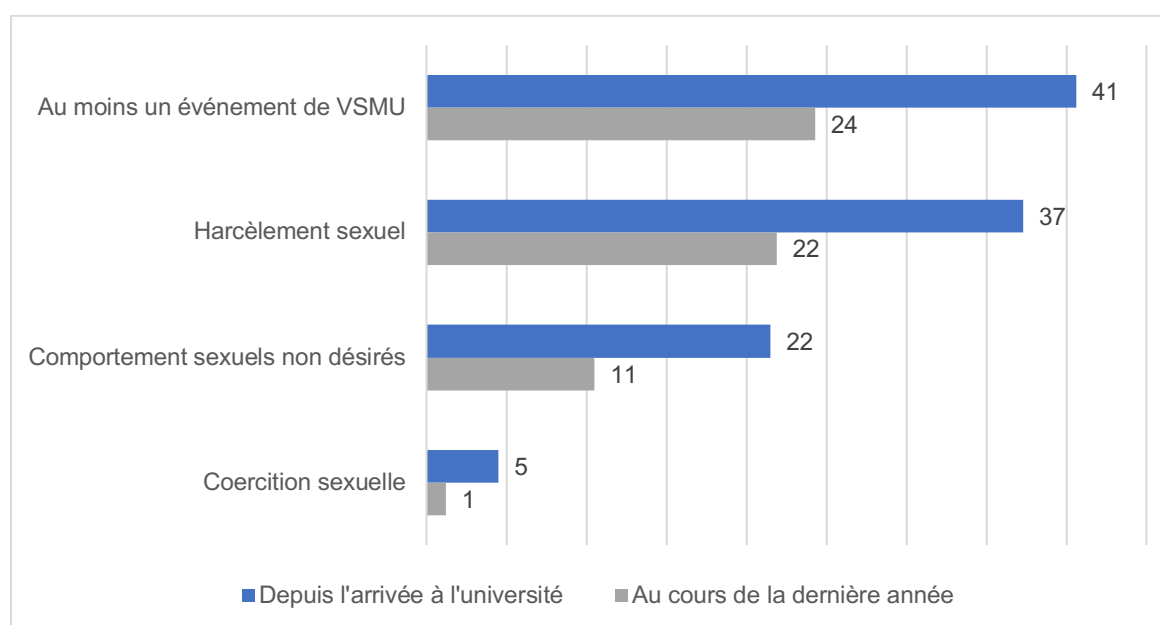
4. Les minorités visibles sont des personnes, autres que les Autochtones, qui ne s'identifient pas ou ne sont pas perçues comme blanches.

2. L'importance du problème

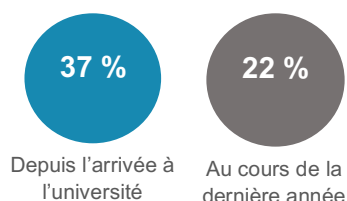
Les résultats présentés à la Figure 1 nous indiquent que, parmi l'échantillon de 753 participant.es, 41% ($n = 306$) rapporte avoir vécu au moins une situation de VSMU depuis qu'ils ou elles étudient ou travaillent à l'université, et ce, par une personne affiliée à l'Université de Montréal. Au cours de l'année précédant l'enquête, 24 % ($n = 183$) des participant.es rapportent avoir vécu au moins une situation de VSMU.

Figure 1

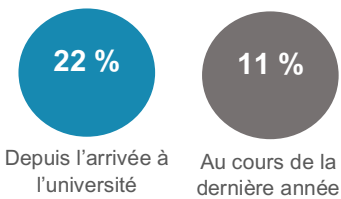
Pourcentage des participant.es ayant rapporté des événements de VSMU, par forme ($n = 753$)



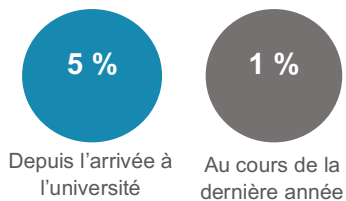
Plus précisément, ...



a vécu des gestes de harcèlement sexuel tels que : « remarques désobligeantes au sujet de votre apparence, de votre corps ou de vos activités sexuelles », « gestes à connotation sexuelle qui vous ont offensé ou embarrassé » ou encore « discussion sur le sexe avec vous, même si cela vous déplaisait (par exemple, a tenté de discuter de votre vie sexuelle avec vous) ».



rapporte des comportements sexuels non désirés avec ou sans contact physique tels que : « Vous a envoyé par Internet ou vous a exposé à du matériel (images, écrits, objets, vidéos) à connotation sexuelle alors que vous ne vouliez pas » ou « A tenté de vous caresser, de vous embrasser ou de se frotter contre vous alors que vous ne le souhaitiez pas ». Dans cette forme de VSMU sont aussi incluses les relations sexuelles forcées (agressions sexuelles) : 3 % des participant.es signalent qu'une personne affiliée à l'université a tenté d'avoir des relations sexuelles avec elles alors qu'elles ne voulaient pas, et 2 % rapportent qu'une personne affiliée à l'université a eu des relations sexuelles avec elles alors qu'elles ne le voulaient pas ;

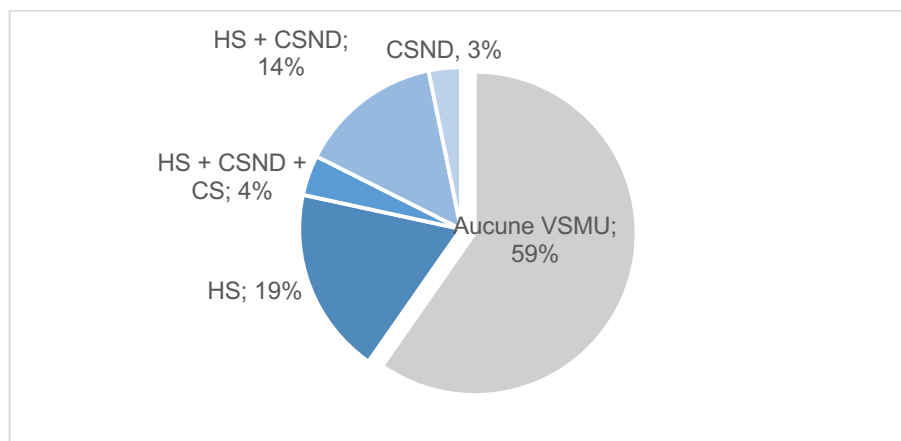


rapporte des situations de coercition sexuelle telles que : « Vous a laissé entrevoir que vous seriez récompensé.e pour un échange futur de faveurs sexuelles » ou « Vous a fait subir des conséquences négatives parce que vous avez refusé de vous engager dans des activités sexuelles ».

Les résultats présentés à la Figure 2 indiquent que 19 % de l'ensemble des participant.es de l'UdeM ont rapporté avoir vécu exclusivement des événements de harcèlement sexuel et 3% rapportent exclusivement des comportements sexuels non désirés, alors que 18 % rapportent avoir vécu deux (14%) ou trois (4%) types de VSMU depuis leur arrivée à l'UdeM.

Figure 2

Pourcentage des participant.es ayant rapporté des événements de VSMU depuis leur arrivée à l'université, par combinaison de formes (n = 753)



HS = Harcèlement sexuel, CSND = Comportements sexuels non désirés, CS = Coercition sexuelle
 Note : Les choix « CS », « CSND + CS » et « HS + CS » ne sont pas présentés puisque inférieurs à 1%

Les résultats présentés au Tableau 2 nous indiquent que parmi les 306 personnes ayant rapporté au moins un épisode de VSMU, **46 % ont rapporté 2 ou même 3 formes de violence sexuelle.**

Tableau 2

Cooccurrence des VSMU, depuis l'arrivée à l'université ($n = 306$)

Formes de VSMU	%
1 forme	54%
HS	46%
CSDN	8%
CS	0,3%
2 formes	36%
HS + CSDN	35%
HS + CS	1%
3 formes (HS + CSDN + CS)	10%

3. Qui subit la violence sexuelle à l'UdeM?

Les résultats présentés au Tableau 3, quant à eux, révèlent que les fréquences des violences sexuelles rapportées par les participant.es de l'UdeM varient selon certaines caractéristiques sociodémographiques. En effet, **les femmes** sont davantage susceptibles de rapporter avoir vécu au moins un geste de violence sexuelle par une personne affiliée à l'université (44%) que les hommes (31%) ($\chi^2 = 9,859$; $p < 0,01$). De même, les personnes s'identifiant aux **minorités sexuelles** étaient aussi plus nombreuses (53%) à rapporter des événements de VSMU que les personnes se disant hétérosexuelles (39%) ($\chi^2 = 7,304$; $p < 0,05$). **Les étudiant.es de l'international** rapportaient significativement plus de VSMU (55%) que les étudiant.es avec un statut régulier (38%) ($\chi^2 = 10,79$; $p < 0,01$). Les minorités visibles et celles ayant un statut autochtone rapportent les mêmes fréquences de VSMU que l'ensemble de la population de l'UdeM

Tableau 3

Pourcentage des participant.es ayant rapporté des événements de VSMU depuis leur arrivée à l'université, par caractéristique sociodémographique

	<i>n</i>	Harcèlement sexuel %	Comportements sexuels non désirés %	Coercition sexuelle %	Au moins un épisode de VSMU %
Par statut universitaire actuel					
Étudiant 1er cycle	304	30	16	3	32
Étudiant 2e ou 3e cycle	211	46	30	7	51
Enseignant	109	42	20	6	45
Cadre	26	42	23	-	46
Employé - Groupe métier et services	103	35	20	3	39
Par statut étudiant					
Régulier	450	34	21	4	38
International	64	52	31	9	55
Par genre					
Femme	564	41	23	5	44
Homme	177	26	15	3	31
Minorités de genre* ¹	11	46	27	-	46
Par orientation sexuelle					
Hétérosexuelle	646	36	20	4	39
Minorités sexuelles*	97	50	31	6	53
Incertaine / en questionnement ¹	8	38	13	-	36

Si handicap / problème de santé ayant un impact au quotidien

Oui	73	39	23	7	38
Non	658	37	21	4	40
Ne sais pas	18	-	-	-	-

Si minorités visibles*

Oui	59	37	22	3	37
Non	685	38	22	5	41

Si communauté autochtone

Oui	28	50	18	7	40
Non	723	37	22	4	50

Note: Les pourcentages ne sont pas calculés pour les personnes ayant préféré ne pas répondre aux questions portant sur handicap, minorité visible et communauté autochtone. * Pour connaître la définition des expressions minorités de genre, minorités sexuelles et minorités visibles, voir la note au tableau 1

1. Cette catégorie de réponse est endossée trop peu fréquemment pour permettre des analyses comparatives et n'est donc pas comparée aux deux autres catégories de réponse.

Les résultats présentés au Tableau 3 indiquent le pourcentage des personnes rapportant au moins un geste de VSMU selon leur statut au moment de répondre au questionnaire. Toutefois, le statut de la victime au moment des gestes, présenté au Tableau 4, révèle que **53% des 298 personnes de notre échantillon qui ont vécu au moins un événement de VSMU ont répondu qu'elles étaient étudiantes au 1er cycle au moment des gestes, tandis que 35% ont répondu qu'elles étaient étudiantes aux cycles supérieurs**. À noter que ces résultats sont sans doute en partie attribuables à la composition de l'échantillon puisqu'une majorité de répondant.es ont un statut étudiant (68%). Le pourcentage cumulatif n'est pas équivalent à 100%, puisque des personnes ont vécu plusieurs situations de VSMU sous deux statuts différents (par exemple, comme étudiant.e du 1er cycle et ensuite comme étudiant.e aux cycles supérieurs).

Tableau 4

Lors des événements de VSMU vécus depuis l'arrivée à l'université, mon statut à l'université était...

	Harcèlement sexuel (n = 273)	Comportements sexuels non désirés (n = 159)	Coercition sexuelle (n = 31)	Au moins un épisode de VSMU (n = 298)
	%	%	%	%
Étudiant 1er cycle	54	53	52	53
Étudiant 2e ou 3e cycle	34	34	32	35
Employé	14	13	10	14
Enseignant	11	8	10	12
Cadre	1	1	-	3

4. Qui commet la violence sexuelle à l'UdeM?

Le Tableau 5 présente les caractéristiques des VSMU selon le statut de la personne ayant commis les gestes, sa position hiérarchique et son genre. Le total pour chaque caractéristique est supérieur à 100 % car une personne peut avoir vécu plus d'un événement impliquant des personnes différentes. Les résultats indiquent que dans la majorité des cas, pour les trois types de violence sexuelle, **un homme** est rapporté comme l'auteur d'au moins une situation de VSMU (88% contre 26% des gestes commis par des femmes). Également, pour plus de deux personnes sur trois au moins un des gestes rapportés impliquait une personne dont le statut était étudiant au moment des faits (66%, tous les cycles réunis), 31% un.e enseignant.e, 7% un.e autre employé.e de l'université (tous les groupes réunis) et 13% une personne occupant une fonction de cadre de l'université.

La majorité (73%) des personnes ayant subi une forme de VSMU rapporte qu'au moins une des situations vécues impliquait une personne avec qui la relation académique ou professionnelle était non hiérarchique. Ce résultat est lié au fait que la majorité des situations décrites implique des gestes commis par un étudiant à l'encontre d'une étudiante. Par ailleurs, 7% des personnes ayant subi une forme de VSMU rapportent qu'au moins une situation vécue impliquait un.e [ex]partenaire amoureux/amoureuse aussi affilié.e à l'Université de Montréal. Enfin, plus du tiers (36%) des participant.es ayant vécu de la VSMU indiquent qu'au moins une situation impliquait une personne de statut supérieur, un pourcentage qui augmente à 58% dans les situations de coercition sexuelle.

Tableau 5

Les gestes de VSMU, vécus depuis l'arrivée à l'université, ont été commis au moins une fois par...

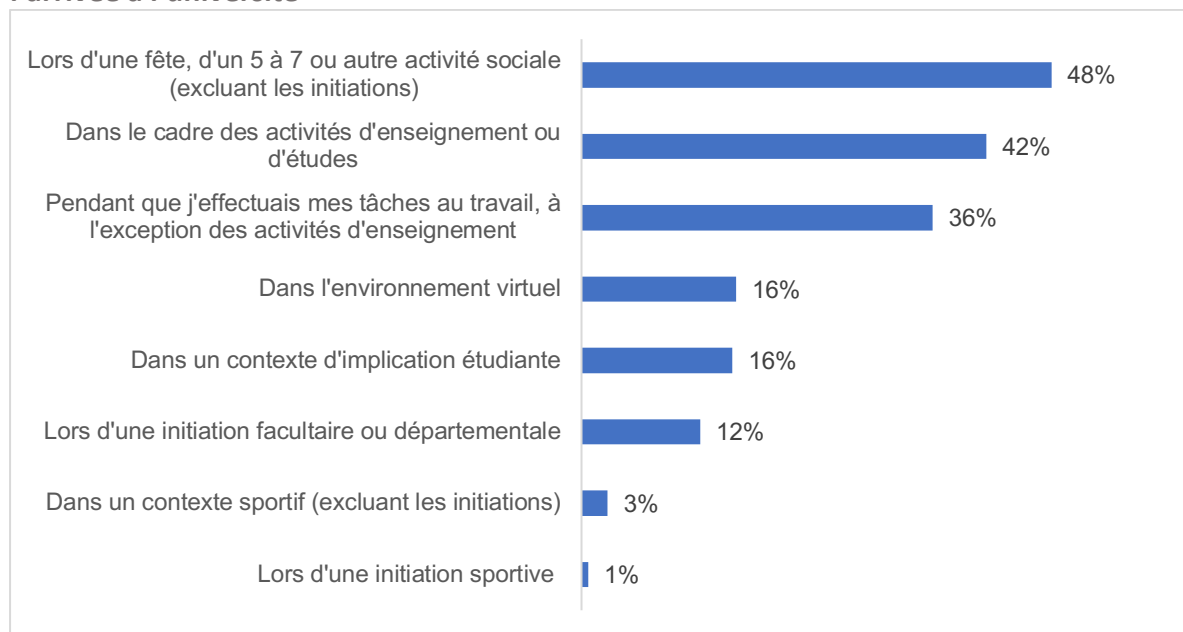
	Harcèlement sexuel	Comportements sexuels non désirés	Coercition sexuelle	Au moins un épisode de VSMU
	%	%	%	%
Statut de l'agresseur				
Étudiant.e	63	68	42	66
Enseignant.e	33	23	52	31
Employé.e	13	7	3	7
Cadre	7	5	10	13
Autre ou « je ne sais pas »	15	9	3	16
Statut hiérarchique				
Inférieur au mien	12	17	3	16
Équivalent au mien	72	70	39	73
Supérieur au mien	36	25	58	36
Genre				
Femme	23	23	32	26
Homme	89	83	68	88
Autre/non spécifié	1	-	-	1

5. Le contexte des VSMU à l'UdeM

Les résultats présentés à la Figure 3 révèlent les situations dans lesquelles les événements de VSMU ont eu lieu. Ils surviennent le plus fréquemment lors des : **1) activités sociales ou festives (excluant les initiations) ; 2) activités d'enseignement ou d'études (cours, travail d'équipe, stage, mémoire, thèse, etc.), et ; 3) pendant l'exécution des tâches professionnelles non reliées à l'enseignement.** Notons que près d'une personne sur six rapporte des situations vécues dans l'environnement virtuel (ex. : Web, Facebook, Instagram, Twitter, messagerie électronique, messagerie texte). Seules 12% des situations de VSMU surviennent lors d'activités d'initiation.

Figure 3

Fréquences des contextes dans lesquels ont eu lieu les événements de VSMU vécus depuis l'arrivée à l'université



6. Les conséquences des VSMU à l'UdeM

Les conséquences vécues après les situations de VSMU rapportées par les répondant.es depuis leur entrée à l'Université de Montréal sont présentées au Tableau 6. Les données révèlent que **près d'une personne sur deux (48 %) ayant vécu un ou des épisodes de VSMU rapporte au moins l'une des conséquences dans la liste proposée**. Une proportion non négligeable de participant.es a vécu des symptômes s'apparentant à l'état de stress post-traumatique (ÉSPT), ceux-ci prenant la forme de comportements d'évitement (21 %), de comportements d'hypervigilance (18 %) et de symptômes d'intrusion (16 %). **Au total, 10 % des participant.es ayant rapporté au moins un événement de VSMU atteignent le seuil clinique de l'ÉSPT, ce taux étant plus élevé lorsqu'il s'agit de coercition sexuelle (38 %)**. En plus de ces symptômes, d'autres conséquences peuvent être vécues par les victimes de VSMU et altérer significativement leur fonctionnement. Par exemple, 24 % des participant.es ayant vécu au moins un événement de VSMU ont déclaré avoir modifié leurs habitudes ou leur utilisation des réseaux sociaux et 16 % ont éprouvé des difficultés dans leur vie affective, sexuelle ou intime. Également, 19 % ont rencontré des difficultés dans la poursuite de leurs activités à l'université (études, sport ou travail) et un peu plus de 12 % ont changé de parcours scolaire, sportif ou professionnel ou ont eu l'intention de le faire.

Contrairement aux résultats obtenus pour l'ensemble des universités qui indiquaient que les femmes rapportaient davantage de conséquences que les hommes (49 % vs 41 %, respectivement), à l'UdeM, les conséquences rapportées par les participant.es. ne varient pas significativement selon leur genre (50 % des femmes vs 43 % des hommes ; $\chi^2 = 0,670$; $p = 0,413$), bien que les taux observés soient similaires à ceux obtenus dans le rapport provincial.

Tableau 6

Conséquences vécues suite aux événements de VSMU vécus depuis l'arrivée à l'université

	Harcèlement sexuel (n = 279) %	Comportements sexuels non désirés (n = 162) %	Coercition sexuelle (n = 34) %	Au moins un épisode de VSMU (n = 304) %
Conséquences apparentées à l'état de stress post-traumatique (ESPT)				
Avez-vous essayé fortement de ne pas y penser ou fait des efforts pour éviter des situations qui vous rappelaient l'événement ?	22	31	59	21
Avez-vous été constamment sur vos gardes, en état d'alerte ou sursautiez-vous facilement ?	19	25	44	18
Avez-vous eu des cauchemars à propos de cet événement ou vous y avez pensé alors que vous ne le vouliez pas ?	18	22	53	16

Avez-vous ressenti que vous étiez engourdi.e ou détaché.e des autres, des activités ou de l'environnement ?	10	13	27	10
Autres conséquences affectant le fonctionnement				
Avez-vous modifié certaines habitudes ou l'utilisation des réseaux sociaux ?	25	32	35	24
Avez-vous éprouvé des difficultés à poursuivre vos activités à l'université soit dans vos études, le sport ou le travail ?	20	26	59	19
Avez-vous éprouvé des difficultés dans votre vie affective, sexuelle ou intime ?	18	27	41	16
Avez-vous modifié certaines habitudes de vie ?	15	22	41	14
Avez-vous eu l'intention ou avez-vous changé votre parcours scolaire, sportif ou professionnel ?	13	16	44	12
Avez-vous ressenti certains maux physiques ?	13	17	44	12
Avez-vous augmenté votre consommation d'alcool ou de drogues ?	6	10	21	6
Participant.es rapportant au moins une conséquence	50	59	85	48
Participant.es atteignant le seuil clinique associé à l'ESPT	10	14	38	10

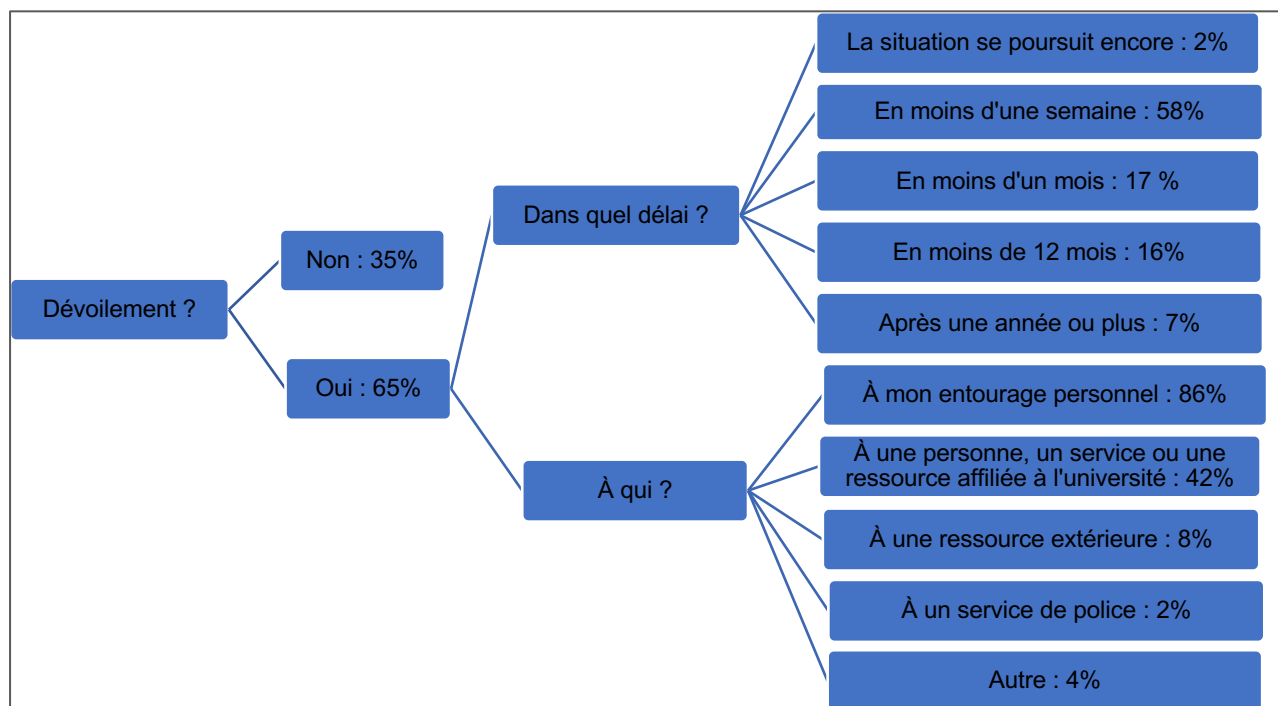
7. Le dévoilement des VSMU à l'UdeM

Comme illustré à la Figure 4, près du tiers des répondants.es (35 %) n'a jamais dévoilé la situation à quiconque, une réalité encore plus présente chez les hommes. En effet, les hommes étaient moins susceptibles d'avoir dévoilé les événements (45 %) que les femmes (69 %) ($\chi^2 = 10,70$; $p < 0,001$). Près du deux tiers des personnes qui ont dévoilé la situation l'ont fait dans un délai de moins d'une semaine à la suite du dernier épisode de VSMU.

Les données indiquent que les victimes ayant dévoilé les événements se sont en majorité confiées à des membres de leur entourage (86 %), tandis que 42 % se sont confiés à une personne affiliée à l'université. Les résultats indiquent que le signalement aux ressources externes à l'Université de Montréal (8 %) ou aux policiers (2 %) est encore moins fréquent que celui auprès d'un.e membre de l'UdeM.

Figure 4

Fréquences des caractéristiques du dévoilement des événements de VSMU vécus depuis l'arrivée à l'université ($n = 299$)



Alors que le Tableau 7 ci-dessous contient le détail de chaque énoncé du questionnaire portant sur les réactions observées par les répondants.es après le dévoilement d'un événement de VSMU selon leur genre, la Figure 5 présente la fréquence de différents types de réactions regroupées en 3 catégories. Les réactions aidantes obtiennent une cote moyenne plus élevée que les deux autres

dimensions, moins aidantes. Néanmoins, une cote moyenne de 1,43 ($ÉT = 1,04$) signifie que les répondants.es rapportent avoir reçu « rarement » à « quelquefois » ces réactions aidantes. Les réactions plus négatives sont plus rarement rapportées par les répondants.es (constatation de l'événement sans offre de soutien ou accusation-exclusion) puisqu'elles surviennent jamais à rarement ($M = 0,76$; $ÉT = 0,79$ et $M = 0,26$; $ÉT = 0,47$). Néanmoins, l'examen des énoncés révèle que près d'une personne sur trois (29 %) rapporte avoir rencontré une réaction de colère envers l'agresseur de la part de la personne confidente, de telle sorte qu'elle a dû intervenir pour la calmer. De même, plus d'une personne sur cinq a rencontré une réaction de blâme telle que : « m'ont dit que j'avais été irresponsable ou imprudent.e » (23 %) ou « m'ont dit que j'aurais pu prévenir cette situation » (21 %). Ces réactions négatives semblent être vécues légèrement plus fréquemment par les répondants de l'UdeM en comparaison avec l'ensemble des répondants de l'enquête, où un maximum de 12 % à 19 % des participant.es rapportait de telles réactions. Ceci nous indique que la communauté de l'UdeM gagnerait à savoir comment réagir à un dévoilement de manière plus appropriée et soutenante pour les personnes vivant de la VSMU.

Tableau 7

Réactions rencontrées lors du dévoilement des VSMU, selon le genre de la personne qui se confie

	Femmes (n = 157)	Hommes (n = 20)	Minorités de genre (n = 3)	Total (n = 180)
	%	%	%	%
Accusation — Exclusion				
Ont exprimé tellement de colère envers l'agresseur que j'ai dû les calmer	29	30	33	29
M'ont dit que j'aurais pu prévenir cette situation	22	30	33	23
Ont été tellement bouleversées qu'elles ont eu besoin que je les rassure	20	30	33	22
M'ont dit que j'avais été irresponsable ou imprudent.e	20	20	33	21
Après leur avoir dit, m'ont traité.e d'une manière différente qui m'a mis.e mal à l'aise	10	20	100	11
Ont essayé de prendre le contrôle de mes actions ou mes décisions	11	20	-	12
M'ont fait sentir comme si j'étais incapable de prendre soin de moi-même	10	20	-	11
Ont pris des décisions ou on fait des choses à ma place	10	15	-	10
M'ont traité.e comme un enfant ou une personne incompetente	8	10	67	9
Ont agi comme si j'étais endommagé.e	8	10	33	8
Ont évité de me parler ou de passer du temps avec moi	6	30	-	6
Ont agi comme si je ne valais rien à leurs yeux	5	15	-	6

Constations sans soutien				
M'ont dit de continuer ma vie	43	60	33	44
Ont tenté de me distraire avec d'autres choses	33	45	33	34
Ont minimisé le sérieux de cet événement	34	50	67	37
M'ont dit de cesser d'y penser	27	35	33	28
Ont fait une blague ou utilisé le sarcasme	29	50	-	31
M'ont encouragé.e à tenir cela secret	19	20	-	19
Réactions aidantes				
M'ont rassuré.e que j'étais une bonne personne	77	80	67	77
M'ont réconforté.e en me disant que tout irait bien ou en me prenant dans leurs bras	43	35	33	42
M'ont fourni de l'information et ont discuté des options avec moi	45	30	67	44
M'ont aidé.e à trouver de l'information sur les moyens de surmonter cette expérience	34	25	67	34

Figure 5

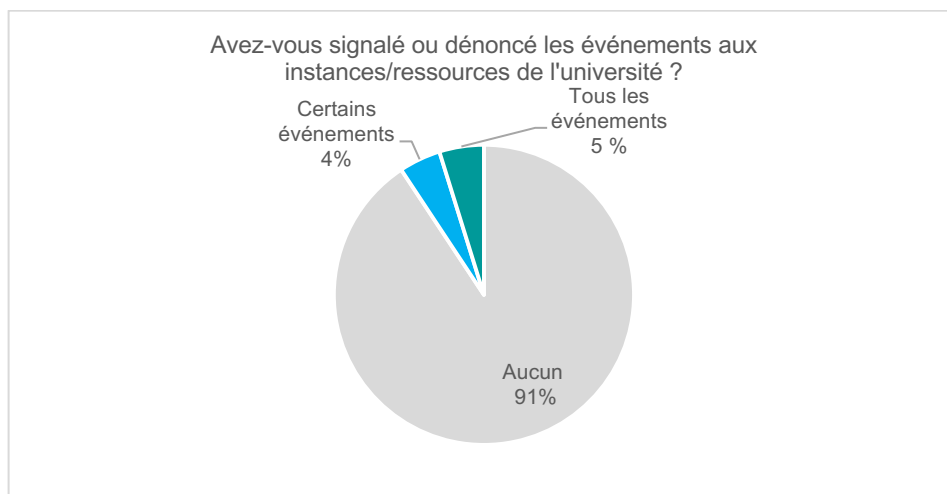
Types de réactions rencontrées lors du dévoilement des VSMU, selon le genre de la personne qui se confie



Comme l'illustre la Figure 6, au-delà de s'être confié à quelqu'un en dévoilant les événements, **seulement 9 % des personnes ont entamé des démarches de signalement aux instances ou ressources de l'Université de Montréal.** Ainsi, 91 % des personnes ayant vécu une VSMU n'ont pas signalé ces gestes, tandis que 4 % ont signalé certains gestes et 5 % tous les gestes vécus. Il est à noter que les signalements rapportés ici n'ont pas nécessairement fait l'objet de plaintes officielles.

Figure 6

Fréquences des signalements et dénonciations des VSMU aux instances ou ressources de l'Université de Montréal, pour les événements de VSMU vécus depuis l'arrivée à l'université (n = 290)



Les résultats présentés au Tableau 8 ci-dessous révèlent que, le plus souvent, les participant.es considèrent que les événements ne sont pas suffisamment graves pour les signaler à l'université (80 %). Parmi les autres raisons fréquemment invoquées pour ne pas signaler ou dénoncer les situations, notons qu'un peu plus d'une personne sur cinq a désiré ne plus y penser et passer à autre chose (22 %), craignait que des personnes de l'université ne prennent pas la situation au sérieux (24 %), indiquait ne pas avoir suffisamment de preuves (24 %), ou encore rapportait ne pas savoir à qui s'adresser (22 %). Un nombre tout de même important de participant.es ont également rapporté craindre des représailles (17 %), des conséquences négatives (15 %) ou d'être blâmé (18 %), ou encore rapportaient un manque de confiance envers les ressources de l'UdeM en général (15 %) ou spécifiquement lié à la confidentialité de la démarche (19 %).

Tableau 8
Fréquences des raisons de non-signalement des événements de VSMU

	Femmes (n = 150)	Hommes (n = 17)	Minorités de genre (n = 3)	Total (n = 170)
Je croyais que la situation n'était pas assez grave pour la signaler	81	71	67	80
Je voulais simplement mettre l'incident derrière moi et ne plus y penser	24	12	-	22
Je craignais que des personnes de l'université ne prennent pas la situation au sérieux	23	24	33	24

Je craignais de ne pas avoir suffisamment de preuves pour que les instances de l'université puissent intervenir	23	24	33	24
Je ne savais pas à qui m'adresser à l'université	23	12	33	22
Je craignais les représailles de la personne ayant commis ce geste ou de son entourage	18	6	33	17
Je n'avais pas confiance dans les personnes ou instances/ressources en place à l'université	13	18	67	15
J'avais peur qu'on pense que j'étais en partie responsable de la situation	18	18	33	18
Je craignais que ma plainte ne soit pas traitée de manière confidentielle	19	18	67	19
Je trouvais les démarches trop compliquées pour dénoncer la situation à l'université	11	6	-	11
Je ne savais pas que l'université pouvait m'aider dans cette situation	17	6	-	16
Je craignais des conséquences négatives pour mon emploi, ma session, l'obtention de mon diplôme, ou ma carrière sportive	14	24	33	15
Je voulais que personne ne soit au courant de la situation	9	29	33	12
Je craignais de compromettre l'emploi ou les études de la personne ayant commis ces gestes	13	12	33	13
J'avais besoin d'aide ou de répit, mais je ne voulais pas déposer une plainte formelle	5	12	-	5

8. L'aide souhaitée à l'UdeM

En ce qui concerne l'aide souhaitée par les personnes rapportant au moins un événement de VSMU à l'UdeM, les résultats présentés à la Figure 7 indiquent que l'accompagnement dans les démarches de dénonciation ou de plainte est le plus souvent souhaité (73 %). Les répondant.es sont partagé.es entre l'option de recevoir un soutien psychologique à l'extérieur de l'Université de Montréal (56 %) ou à l'intérieur de l'Université de Montréal (48 %), puisqu'environ la moitié d'entre eux souhaitent l'un ou l'autre des types d'aide. Les réponses sont similaires en ce qui concerne le souhait d'obtenir des informations sur les recours possibles (59 % extérieur de l'UdeM vs 47 % par intervenant.es de l'UdeM). Les groupes d'entraide permettant de partager avec d'autres personnes ayant vécu des situations similaires sont souhaités, quant à eux, par un peu plus du quart des répondant.es (28 %). Finalement, notons qu'une minorité (7 %) de répondant.es de l'UdeM ne souhaiterait aucune aide, peu importe le type ou la source, après une situation de VSMU.

Figure 7

Fréquences des types d'aide souhaitée dans l'éventualité d'un événement de VSMU

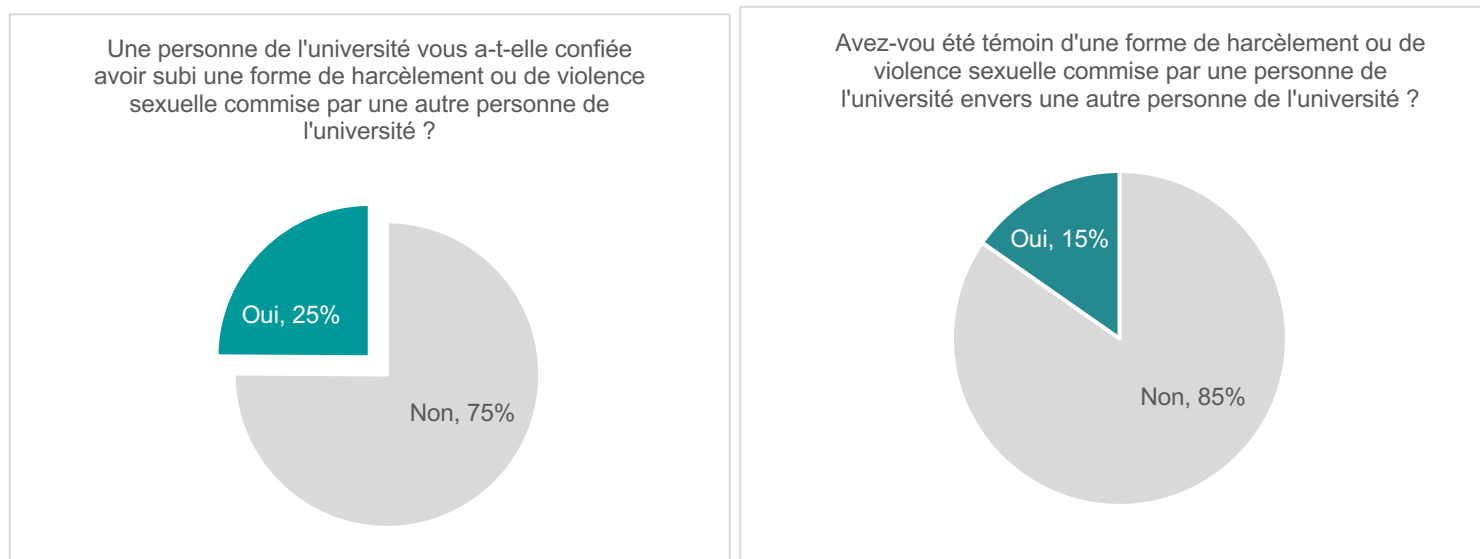


9. Qui est témoin à l'UdeM ?

Les résultats présentés à la Figure 8 indiquent que parmi l'ensemble des répondants.es, 15 % rapportent avoir été **témoins d'une situation de VSMU** et 25 % avoir **reçu une confiance** de la part d'un.e autre membre de la communauté de l'Université de Montréal. Aucune différence significative n'a été observée entre les hommes et les femmes sur ces deux dernières questions. Au total, à l'Université de Montréal, près de **1 répondant.e sur 3 (29 %) a été témoin d'une situation de VSMU ou a reçu une confiance de la part d'une personne victime de VSMU**.

Figure 8

Fréquences du nombre de personnes ayant été témoins ou confident.es d'événements de VSMU, depuis leur arrivée à l'université ($n = 753$)



10. Les croyances à l'UdeM

L'analyse des résultats d'un questionnaire portant sur l'adhésion aux croyances et préjugés à l'égard de la violence sexuelle révèle une cote moyenne de 16,66 ($ÉT = 6,04$; cote possibles de 11 à 55), indiquant qu'en général, les répondants.es sont fortement à plutôt en désaccord avec les 11 préjugés présentés dans ce questionnaire. Les résultats indiquent que la cote moyenne, bien que toujours entre fortement et plutôt en désaccord pour tous les groupes, varie selon le genre ($F_{[2,692]} = 17,056, p < 0,001$), les hommes endossant plus fréquemment les croyances ou préjugés vis-à-vis des VSMU ($M = 19,00$; $ÉT = 7,20$), que les femmes ($M = 15,95$; $ÉT = 5,42$) et les personnes s'identifiant aux minorités de genre ($M = 14,90$; $ÉT = 6,03$).

Les résultats présentés au Tableau 9, ci-dessous, indiquent le niveau d'accord moyen pour chaque énoncé (1 « fortement en désaccord » à 5 « fortement en accord »), de même que la répartition des réponses en trois groupes : 1 = en désaccord (« fortement » et « plutôt en désaccord »), 2 = neutre ou 3 = en accord (« plutôt » et « fortement en accord »). La grande majorité des répondants.es sont en désaccord avec l'ensemble des énoncés qui minimisent les comportements de violence sexuelle, culpabilisent les victimes ou déresponsabilisent les personnes qui commettent les gestes de violence sexuelle. Néanmoins, une proportion non négligeable de répondant.es se déclare neutre ou en accord avec des énoncés préjudiciables aux victimes.

- 29 % sont d'accord ou neutres relativement à l'énoncé « Certains gestes anodins des hommes sont injustement interprétés comme du harcèlement sexuel » ;
- 17 % sont d'accord ou neutres relativement à l'énoncé « Lorsque les femmes s'habillent de manière sexy, elles envoient des messages contradictoires aux hommes » ;
- 15 % sont d'accord ou neutres relativement à l'énoncé « Si une personne est saoule, elle pourrait agresser sexuellement une autre personne, mais non intentionnellement ».

Ces résultats sont légèrement différents de ceux observés dans le rapport provincial. En effet, les répondants.es de l'UdeM sont 10 % moins nombreux à être d'accord ou neutre avec l'énoncé « certains gestes anodins des hommes sont injustement interprétés comme du harcèlement sexuel » (29 % UdeM vs 39 % rapport global). De même les deux autres énoncés les plus fréquemment endossés ne sont pas les mêmes à l'UdeM que pour l'ensemble des universités, mais les % d'endossement sont relativement similaires.

Tableau 9

Fréquences, moyennes et écarts-types des énoncés sur les croyances et préjugés par rapport aux violences sexuelles (n = 696)

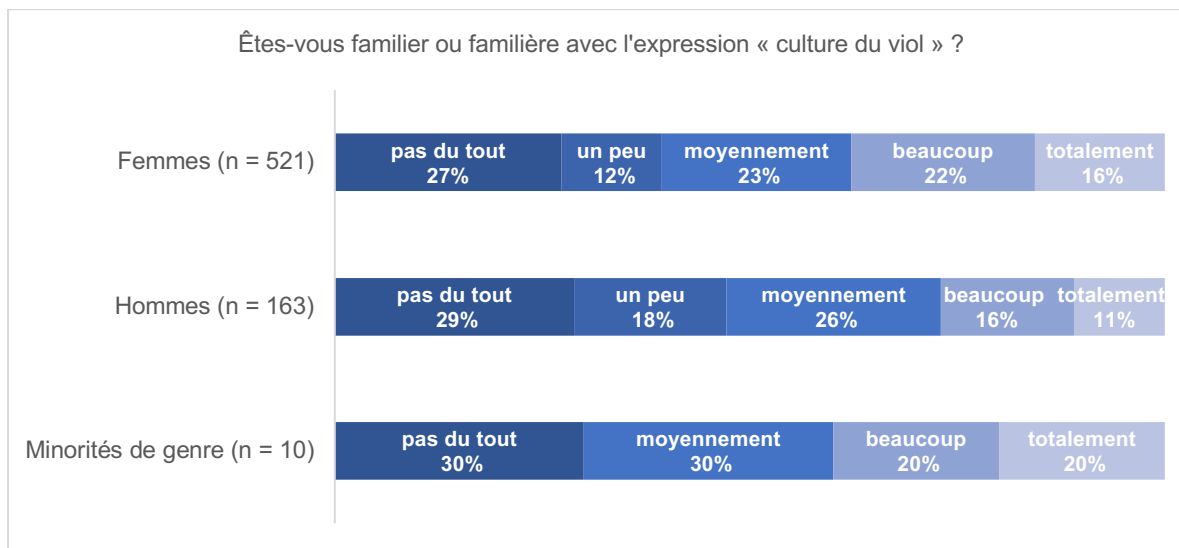
	En désaccord	Neutre	En accord	Niveau d'accord	
	%	%	%	M	ÉT
Certains gestes anodins des hommes sont injustement interprétés comme du harcèlement sexuel	71	18	11	2,07	1,01
Lorsque les femmes s'habillent de manière sexy, elles envoient des messages contradictoires aux hommes	84	10	7	1,59	,96
Beaucoup de femmes donnent l'impression à un homme qu'elles sont intéressées, et ensuite elles prétendent avoir été agressées sexuellement	87	10	3	1,53	,81
Si une personne ne se défend pas physiquement ou ne dit pas « non », on ne peut pas parler d'agression sexuelle	88	6	6	1,45	,90
Les hommes n'ont généralement pas l'intention de forcer leur partenaire, mais parfois, ils sont incapables de s'arrêter, car ils sont trop excités sexuellement	87	9	4	1,46	,85
Si une personne est saoule, elle pourrait agresser sexuellement une autre personne, mais non intentionnellement	85	8	7	1,58	,93
Les femmes qui se placent dans des situations à risque sont en partie responsables si elles se font agresser ou harceler sexuellement	91	3	6	1,41	,83
Les accusations d'agression sexuelle servent souvent à se venger des hommes	89	8	3	1,46	,80
Si un homme manifeste des réactions physiques, il peut difficilement prétendre avoir été agressé sexuellement, car ses réactions indiquent un plaisir sexuel	89	8	3	1,44	,81
Il est impossible d'agresser sexuellement un homme qui sait se défendre physiquement	93	4	4	1,39	,78
Si une femme est agressée pendant qu'elle est saoule, elle est au moins un peu responsable d'avoir laissé les choses échapper à son contrôle	94	3	3	1,27	,71

11. La culture du viol à l’UdeM

La cote moyenne obtenue pour la question de la familiarité avec l’expression « culture du viol » a été calculée selon le genre des participant.es, une cote plus élevée indiquant un plus haut niveau de familiarité. Il est à noter que la cote moyenne globale est de 1,81 (ÉT = 1,41), indiquant que les répondants.es se disent « un peu » à « moyennement » familiers ou familières avec cette expression.

Figure 9

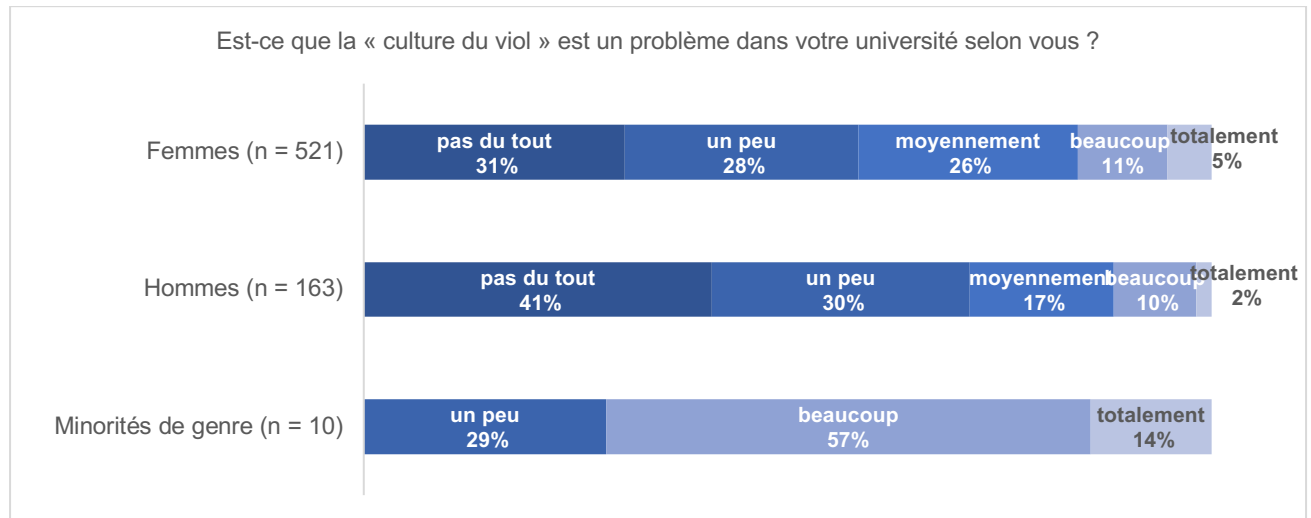
Fréquence du niveau de familiarité avec l’expression « culture du viol », par genre



À des degrés divers de conviction, une forte majorité (66 %) des personnes sondées, et se disant au moins un peu familières avec cette expression, considèrent la culture du viol comme un problème au sein de l’Université de Montréal. Les résultats présentés à la Figure 10 révèlent la fréquence pour chaque option de réponse obtenue à la question « Est-ce que la culture du viol est un problème dans votre université selon vous ? », selon le genre des participant.es. Il est à noter que la cote moyenne globale est de 1,27 (ÉT = 1,16), indiquant qu’en moyenne, les répondants.es considèrent que la culture du viol est « un peu » à « moyennement » problématique au sein de l’UdeM. Une différence statistiquement significative a été observée quant à la cote moyenne obtenue selon le genre ($F_{[1, 477]} = 6,29, p < 0,05$ excluant les personnes s’identifiant aux minorités de genre parce que leur nombre était trop faible). Les femmes ($M = 1,32, \text{ÉT} = 1,16$) présentent une cote moyenne significativement plus élevée, et rapportaient considérer la culture du viol légèrement plus problématique que les hommes ($M = 1,01, \text{ÉT} = 1,07$). En fait, il y a un écart de 10 % entre les hommes et les femmes qui considèrent que la culture du viol n’est pas du tout un problème à l’UdeM (31 % femmes et 41 % hommes), ainsi qu’entre les hommes et les femmes qui considèrent que cela est au moins « un peu » problématique (69 % femmes et 59 % hommes).

Figure 10

Fréquence de la perception que la « culture du viol » est un problème à l'Université de Montréal, selon le genre



12. Recommandations

Le rapport provincial de l'enquête ESSIMU a permis de formuler 15 recommandations visant à prévenir la violence sexuelle en milieu universitaire au Québec. Ces recommandations mobilisent les instances gouvernementales, institutionnelles et communautaires et interpellent toute la communauté universitaire. Les recommandations de l'enquête ESSIMU peuvent être consultées dans le rapport global, disponible au lien suivant : www.essimu.quebec. En nous inspirant du rapport global, nous avons formulé les 12 recommandations suivantes pour l'Université de Montréal.

Axe 1 : Politique et plan d'action

- 1) Adoption d'une politique institutionnelle spécifique à l'Université de Montréal, en collaboration avec le Bureau d'intervention en matière de harcèlement, pour lutter contre les VSMU et qui s'adresse à l'ensemble de la communauté de l'Université de Montréal.
- 2) Constitution d'un comité responsable de l'application, de l'implantation et de l'évaluation de la politique institutionnelle de l'Université de Montréal.
- 3) Énoncé explicite des valeurs de respect et d'égalité dans le plan stratégique institutionnel.
- 4) Se doter d'un système de surveillance institutionnel pour colliger les statistiques annuelles sur le nombre de signalements et de plaintes de violence sexuelle déposées.

Axe 2 : Environnement

- 5) S'assurer d'un environnement physique sécuritaire pour la communauté universitaire, notamment de corridors et de sentiers mieux éclairés.

Axe 3 : Sensibilisation

- 6) Produire des campagnes de sensibilisation en matière de violence sexuelle permanentes et adaptées aux différents groupes de la communauté universitaire, comme les communautés ethniques et autochtones, les minorités sexuelles et de genre, de même que les étudiants.es de l'international.
- 7) Faire du bureau d'intervention en matière de harcèlement un lieu unique et spécifique de renseignements complets et pertinents sur les VSMU.

Axe 4 : Éducation et formation

- 8) Développer des interventions éducatives visant l'ensemble de la communauté universitaire portant explicitement sur la violence sexuelle, notamment en termes de leur prévention.
- 9) Implantation de programmes visant les témoins potentiels des situations de VSMU.
- 10) Implantation de programmes de formation destinés à l'ensemble des intervenant.es susceptibles d'intervenir dans une situation de VSMU, notamment en ce qui a trait au fait d'accueillir un dévoilement de manière appropriée et soutenante.

Axe 5 : Intervention

- 11) Responsabilisation des individus qui commettent des gestes de VSMU.

Axe 6 : Recherche

- 12) Financement de projets de recherche dans le domaine des violences sexuelles en milieu universitaire afin d'évaluer, notamment, l'efficacité des politiques et interventions mise en place et l'évolution des divers indicateurs de violence sexuelle.

Références

1. Gagné Y, Tremblay D. Statistiques concernant les étudiants en situation de handicap dans les universités québécoises : 2015 - 2016. In: Association québécoise interuniversitaire des conseillers aux étudiants en situation de handicap (AQICESH) ; 2016:86.
2. Bureau du Registraire. Statistiques d'inscription : hiver 2016.
3. Université de Montréal. Rapport du recteur. 2016 ; <http://recteur.umontreal.ca/documents-institutionnels/faits-et-chiffres/>. Consulté le 1er septembre 2017.